

# le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

VENDREDI 19 JANVIER 1979 - N° 835

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

## La vengeance de Renault

Mercredi, Dia Nala, délégué CFDT mauritanien, passait au tribunal correctionnel de Versailles. Il lui est reproché une soi-disant entrave à la liberté du travail. En fait, la Régie se venge du rôle actif qu'il a joué dans la grève de Renault à Flins au printemps dernier. Toute la journée, des témoins membres de la maîtrise ont «témoigné» à leur façon, avec un souci très approximatif de la réalité des faits, de l'heure à laquelle ils se sont déroulés et du nom de leur protagoniste. Dia Nala leur a tenu tête, s'étonnant notamment d'être accusé d'avoir paralysé les presses de Flins à lui tout seul pendant plus d'un mois... Le procès devait se poursuivre jeudi.

## PCF : la difficile mise au pas de l'UEC

Quatre responsables de l'UEC de Paris, ainsi qu'un responsable de l'UEC de Bordeaux, viennent de dénoncer publiquement les tentatives de mise au pas du PCF. Ils développent à cette occasion quelques propositions d'action.

Lire en page 3

## Dans le Quotidien du Peuple du samedi 20

Contraires au sein du peuple  
Destabilisation en Espagne. Pourquoi ?

Dossier  
Les sidérurgistes veulent vivre et travailler à Longwy

# 11 000 «emplois» pour 1 800 000 chômeurs QUI SEME LE VENT RECOLTE LA TEMPETE



Fin décembre à Saint-Nazaire, 10 000 métallos en colère contre la provocation d'Alsthom-Atlantique et les violences policières.

Il y a 48 heures, Barre, cynique annonçait la création de 11 000 emplois, de surcroît d'ici 1983 dans notre pays. A ces décisions qui frisent la provocation, en regard des quasi 2 millions de chômeurs actuels, en regard des milliers de licenciements programmés dans la sidérurgie, le textile, la réparation navale, les travailleurs depuis 48 heures ont répondu, en premier lieu, dans les régions «sinistrées»: les bureaux d'Usinor Denain, dans le Nord ont été saccagés, en Lorraine, la gare de Longuyon (près de Longwy) a été occupée durant plusieurs heures à Longwy, les bureaux de la Datar ont été investis.

— A Lyon, l'occupation de la SNAV se poursuit et en est à son 4<sup>e</sup> jour.

— Face au chantage à la crise, aux divisions créées par la bourgeoisie, la voix de la lutte se construit.

Lire en page 5

## IRAN : MANIFESTATIONS VENDREDI CONTRE LE GOUVERNEMENT BAKHTIAR

Les manifestations se poursuivent dans tout le pays. L'armée qui, d'un point de vue d'ensemble ne se montre pas trop aurait ouvert le feu dans une ville du Sud du pays, contre des manifestants qui s'en prenaient à une statue du Shah. Il y aurait des centaines de morts.

Dans cette situation, Bakhtiar affirme toujours qu'il tiendra bon et assure qu'il a le soutien de l'armée. La journée de vendredi sera de ce point de vue un test.

Un porte-parole du Front national Darius Forouhar qui a rendu visite à l'Ayatollah Khomeiny a déclaré que l'Assemblée constituante et le gouvernement provisoire «commenteront bientôt leur travail pour présenter la nouvelle Constitution».

Les pays occidentaux suivent avec inquiétude l'évolution de la situation, en particulier à cause de la place qu'occupe l'Iran dans leur approvisionnement en pétrole.

Lire en page 7

### PARIS

LE JEUDI 18 JANVIER 1979

A 20 h 30

A LA MUTUALITE

(métro Maubert Mutualité)

### MEETING

VIVE LA REVOLUTION IRANIENNE  
POUR LA REPUBLIQUE  
DEMOCRATIQUE POPULAIRE

meeting organisé par l'U.E.I.F. (C.I.S.N.U.)

et soutenu par :

CPROPV, OCF ml, PCML, PCR ml, UCF ml

# La rentabilité aux postes de commandes

## HIER : AMOCO-CADIZ, BETELGEUSE !

## DEMAIN : MIRALDA, MUREX ?

Reportage de Jean-Jacques KERFISSIEN

Le drame du *Betelgeuse*, avec ses cinquante morts est encore présent dans les mémoires. La compagnie affirmait à la suite de l'accident que toutes les normes de sécurité étaient respectées à bord du pétrolier ; des marins ayant appartenu à l'équipage du *Betelgeuse* affirmaient, eux, un point de vue contraire, laissant entendre que l'entretien

du navire était bâclé. Le reportage de notre correspondant de Brest confirme que la sécurité n'est apparemment pas la première préoccupation des responsables de ces navires qui charrient des milliers de tonnes d'hydrocarbures. Le spectre de l'*Amoco Cadiz* et du *Betelgeuse* hante encore pour longtemps les mers...

dû recommencer le travail à peine quitté le port.

### AU GRE DES FLOTS

Les ouvriers caréniers s'en expliquent du fait que les pétroliers ne demandent plus que du travail vite fait, du «raccourci» afin de rester le moins de temps à quai. Résultat : l'insécurité est accrue en mer et le chômage partiel de la réparation navale est lourdement subi, notamment à Brest, où on a vu au printemps dernier les arsenaux en grève. Tout le monde, jusqu'aux gradés, doit reconnaître que pris dans une tempête et char-

gés, ils auraient été dans les mêmes conditions que l'*Amoco Cadiz*, c'est-à-dire au gré des flots. Quelle chance leur restait-il alors ?

Aucune. Tous les responsables du *Murex*, accusent le manque de remorqueurs. Le seul qui existe à Brest est l'*Abeille-Provence* : «Officiellement il tire 16 000 chevaux, en fait, il en fait 8 à 9 000». Et n'importe comment il en faudrait deux ou trois comme ça pour le *Murex*. Quant à l'opinion des matelots sur le *Betelgeuse* : «L'affaire est entre les mains des compagnies ; ils séquestrent le seul témoin... Ça veut tout dire».

Pour ce qui est des officiers, ils vont jusqu'à penser que ce pourrait être un attentat ; pour eux, le problème de l'équipement en gaz inerte est difficile : «Il coûte cher». Aujourd'hui Shell France a des navires de 80 000 tonnes sur le Mississippi, sans équipement de gaz inerte.

Si le contrat n'est pas renouvelé, c'est 180 personnes au chômage, bref, c'est le chantage à l'emploi.

En tout état de cause le *Murex* quittera Brest pour le Golfe dans la journée de jeudi. Il sera donc resté trois jours ouvrables à quai. Sûrement assez longtemps pour réparer ! C'est du moins l'avis de l'inspection maritime et de la Lloyd Shipping son assureur, qui lui ont délivré son «congé», c'est-à-dire l'autorisation de prendre la mer. Les marées noires et la vie des marins comptent encore moins cher, pour des armateurs, que quelques jours de révision dans un port.

Si les dispositifs de lutte contre les marées noires n'ont guère avancé aujourd'hui en France, et particulièrement en Bretagne, le nombre d'avaries de super-tankers eux, auraient plutôt tendance à suivre une progression ascendante.

### LE MUREX, TROIS PANNES CONSECUTIVES

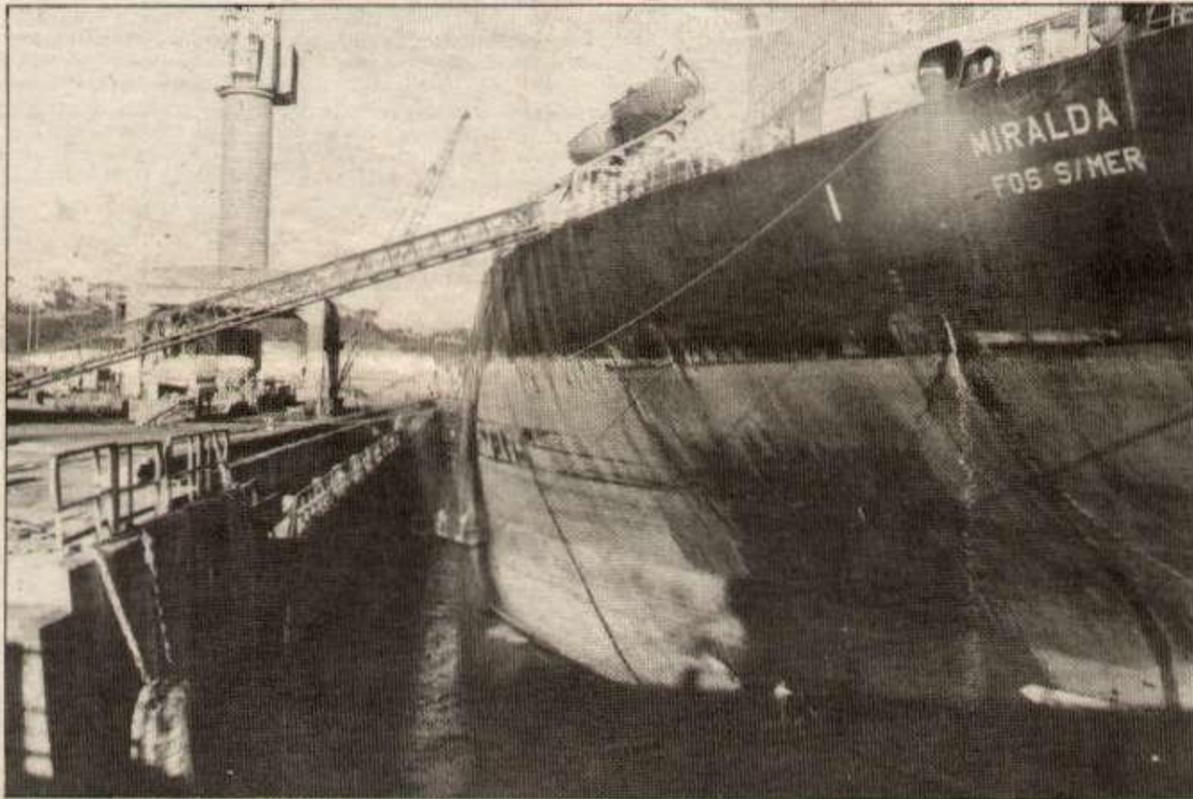
Témoins, les deux super-tankers de 200 000 tonnes de la Shell-française, le *Miralda* et le *Murex* tous deux arrivés non sans mal au port de Brest. Le *Murex* particulièrement aura eu trois avaries consécutives avant de passer le goulet de la rade. Revenant à vide de Londres, il aura d'abord eu une panne de chaudière en pleine Manche, ne tournant plus que sur sa seconde chaudière ; il se présente à l'entrée de la rade lorsque sa dernière chaudière cesse, elle aussi de fonctionner. Puis panne suprême, une épingle de retard du diesel qui fournit son électricité au navire lâche, rendant le monstre incapable de toute manœuvre. Le beau temps lui permet cependant de s'ancrer et d'attendre le remorqueur *Abeille-Provence* qui le mènera à quai à l'aide de quelques autres remorqueurs de la Royale. La CGT des métaux exprime ainsi son inquiétude : «Il y a une époque (en-

viron 15 ans) où les pétroliers notamment, passaient tous les ans, en carénage, puis cette rotation a été portée à 18 mois, 2 ans, aujourd'hui, il n'est pas rare qu'un pétrolier ne se fasse réparer que tous les trois ans sinon plus».

Quand on discute avec les marins du *Murex*, on apprend que lorsque le

super-tanker fut acheté à la Shell anglaise, il n'était «déjà plus en bon état». Construit en 1968, en Allemagne, il devrait finir sa carrière avant ses 15 ans, limite d'âge des super-tankers de cette taille. Nous apprenons aussi que les navires de la Shell française (une quinzaine de ce type) espacent les carénages de 2 ans à

2 ans et demi environ. Mais, il faut savoir que les carénages ne concernent que l'extérieur du navire, principalement la coque. La machinerie intérieure est désormais entretenue et réparée en mer, parce que selon un officier, «les ports français sont excessivement chers et que le travail y est mal fait. On a déjà



### Communiqué

Dans le cadre du Centre International de Culture Populaire (CICP), Audiopradif organise des stages audiovisuels super-8 - Diaporama.

Le prochain stage super 8 aura lieu en deux temps :

- 27, 28 janvier : prises de vues

- 3, 4 février : montage, sonorisation

Pris autour d'un thème ou d'un événement dont le choix, pour la réalisation seront collectifs, ces stages ont pour but de faciliter la prise en main d'un outil audiovisuel tant du point de vue technique qu'esthétique et de développer l'utilisation de l'image liée à des réalités sociales, culturelles, économiques ou politiques («différents»). Autant que possible ces stages aboutissent à la réalisation de documents finis.

POUR INSCRIPTION ET RENSEIGNEMENTS :  
Tél : 531.43.38

Conditions de stages :

- Pour chaque week-end (2 jours) il en coûte 180 F

- Pour le stage de prise de vue il sera nécessaire de prévoir l'achat d'un rouleau de pellicule (environ 50 F).

Téléphonez au Quotidien  
636 73 76

## Giscard et Peyrefitte rêvent d'une justice docile...

Pour la nouvelle année, Giscard entamait une campagne sur la justice, qu'il ouvrait par le discours de rentrée de la Cour de cassation. En fait, ce discours contenait un certain nombre d'allusions menaçantes concernant les magistrats qui ne suivaient pas le chemin tracé par le pouvoir. Peyrefitte, Garde des Sceaux, lui emboîtait le pas en faisant publier dans le *Monde* une série de six articles intitulés : «Pour une justice moderne».

En d'autres circonstances, vous aviez invité les membres du corps judiciaire à faire preuve d'imagination quant aux solutions à dégager pour préserver la justice du naufrage ; nous attendions votre exemple, il est consternant : six articles dans le journal *Le Monde*.

Un exercice d'académicien ou de normalien ne constitue pas pour nous les bases sur lesquelles nous engagerons la polémique. Au lieu de nous traiter de trublions, d'intellectuels marginaux - autant de termes que vous aviez déjà utilisés sans

grand bonheur il y a plus de dix ans alors que vous occupiez d'autres fonctions - vous auriez pu puiser dans nos réflexions et dans notre travail quelques idées. La technique du bouc-émissaire est le signe de l'aveuglement et de la peur que ne soit révélée l'insuffisance de sa propre analyse.

Trop de temps a déjà été perdu avec vos prédécesseurs en de vaines querelles. L'état actuel de la justice exige une autre réflexion, un autre effort.

Non, le statut de la magistrature n'est pas sa-

tisfaisant, les magistrats ne sont pas inamovibles. Non, l'indépendance des juges n'est pas assurée ; l'arbitraire, les choix politiques pèsent sur le déroulement de la carrière de chaque magistrat. Non, la justice n'est pas un service public digne de ce nom : crise des effectifs, des moyens matériels. Non, l'égalité des citoyens devant la loi n'est pas réelle ; la crise économique révèle encore plus la faiblesse, l'impuissance des travailleurs, des immigrés, des victimes des sociétés de crédit ou des organismes logeurs, à obtenir la

reconnaissance de leurs droits.

Non, la justice n'est pas contradictoire quand les droits de la défense sont menacés par vous-même, quand vous refusez une véritable réforme de l'aide judiciaire.

Un peu de modestie, Monsieur le Ministre ! La magistrature n'est pas muette, elle n'a nul besoin que le Garde des Sceaux parle en son nom ; elle s'est déjà exprimée, elle continuera à le faire, malgré vos menaces.

Alors écoutez !

## Crise à l'UEC

# UNE REALITE QUE LA DIRECTION CHERCHE A MASQUER

● Dans l'Humanité du 12 janvier, Francis Combes, secrétaire national de l'UEC, en réponse à un article paru dans le Matin, affirmait l'implantation croissante de l'organisation étudiante du PCF. Des militants de l'UEC lui répondent dans le journal incriminé.

La crise qui touche le PCF depuis les élections a des incidences particulièrement vives sur son organisation étudiante. La direction du PCF tente de reprendre les choses en main, et, en attendant, de masquer l'importance de la crise. Nous avons donné dans le Quotidien du Peuple du 5 janvier des extraits d'un texte interne à l'UEC de Tolbiac, qui donnait une idée des méthodes qu'emploie la direction pour maîtriser la situation, selon le secrétaire Francis Combes, la situation est des meilleures pour le PCF et l'UEC. Il écrit notam-

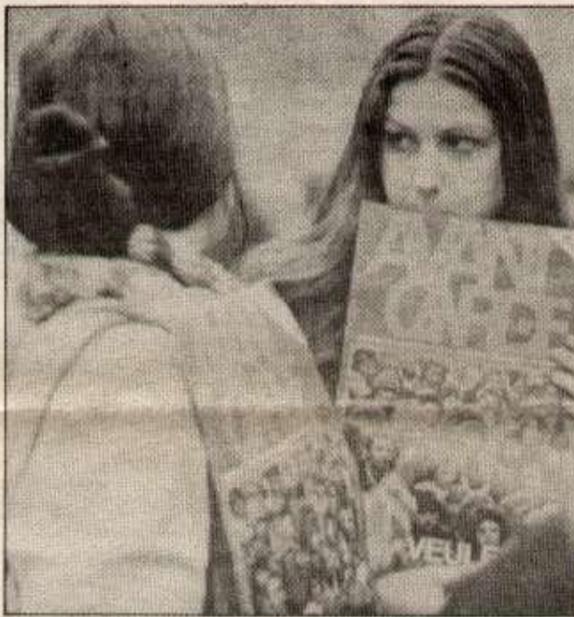
ment : «Le PCF se renforce et compte maintenant plus de 700 000 adhérents (...). Quant à la campagne sur le divorce entre les intellectuels et le Parti, elle a reçu la réponse qui s'imposait avec le succès de la rencontre d'Ivry et son compte-rendu dans l'Humanité (...). L'UEC, c'est une organisation où l'on discute, où chacun s'exprime librement, et le résultat de ces débats est un accord profond et général des étudiants communistes avec l'orientation du Parti communiste qu'ils sont déterminés à appliquer de façon conquérante et originale. C'est ainsi que les effectifs de l'UEC ont été multipliés par cinq depuis 1968 pour atteindre 10 157 adhérents». Cette vision des choses est contestée par des militants de l'UEC. Nous publions des extraits significatifs de leurs thèses.

F. N.

Serge Lewisch, Michel Renard, Yves Roucaute et Paul Sabini, étudiants à Paris, écrivent notamment :

«Affirmer aujourd'hui que l'UEC est une organisation au sein de laquelle «on discute» revient à leurrer les lecteurs de l'Humanité. Qui a pu oublier, en effet, les pratiques de la direction de l'UEC lorsque celle-ci utilisait tous les moyens possibles (faux tracts, fausses déclarations, pressions diverses) pour empêcher le débat avec Louis Althusser à la Sorbonne, débat organisé par le cercle philosophique CAPES-AGREG de Paris 1 ?». Ils rappellent également «la création fictive l'an dernier d'un cercle de philosophie fantôme sur Paris 1 pour éliminer le cercle «légal», ainsi que «les mesures bureaucratiques de la direction pour reprendre le contrôle du secteur Tolbiac qui avait majoritairement élu (40 contre 20) une direction «critique».

Selon les signataires, la situation de l'UEC est des plus mauvaises : «L'UEC écrit-il, est devenue un groupuscule dont l'audience parmi les étudiants est très faible», ils donnent entre autres exemples, celui du secteur de Villeta-neuse, où milite Francis



La vente militante de la presse de la JC et de l'UEC est en chute libre.

Combes : «De 250 cartes d'adhérents, l'an dernier, nous sommes passés à 120 aujourd'hui. Et encore ne voit-on qu'une trentaine de militants au maximum. L'objectif de vente d'Avant Garde (journal de la JC, NDLR) était de 150 exemplaires, le résultat n'atteint pas les vingt numéros vendus ! Quant à Clarté (revue de l'UEC, NDLR) les dirigeants ne le sortent même

pas des armoires du local... Et pourtant, la direction de notre organisation se flatte d'avoir multiplié par cinq le nombre d'adhérents depuis 1968. On apprend ainsi avec dix ans de retard qu'il n'y avait à l'époque que 2 000 adhérents quand les chiffres officiels en annonçaient 14 000 ! Peut-être n'apprenons-nous qu'en 1989 ce qu'il en est réellement aujourd'hui.

Ils déclarent enfin leur opposition aux thèses de leur direction notamment sur des questions interna-

tionales, en affirmant la nécessité d'«apporter un soutien internationaliste aux peuples en lutte contre l'impérialisme (Iran, Erythrée...) ou contre la bureaucratie soviétique».

Ils exigent également que leur parti réclame «le retrait des troupes vietnamiennes» du Cambodge.

Jean-Michel Devesa, militant de l'UEC-Bordeaux, évoque les tentatives de la direction pour reprendre l'appareil en mains : «A Bordeaux, nous en savons quelque chose. Aux coups de poing essuyés à la fête d'Ivry (la fête de la JC en juin dernier, où des militants de l'UEC de Bordeaux s'étaient fait boxer par des responsables de la fédération de Gironde du PCF, NDLR) succède un forcing qui n'a d'autre but que de déstabiliser la ville : ainsi, certains cercles bénéficient d'un traitement de faveur. La fédération du Parti leur tire du matériel, leur fournit une aide substantielle qu'elle refuse obstinément au bureau de ville dans l'espoir de l'étrangler. (...) Tous les moyens sont bons pour qu'à l'approche du XXIII<sup>e</sup> Congrès, Bordeaux redevienne une ville sans histoire, c'est-à-dire une ville normalisée (...) Mais jamais une quelconque mesure administrative ne pourra solutionner les questions politiques dont ici et là des militants se font les porteurs».

## ● Sondage SOFRES : pas un Français ne pense que la lutte du gouvernement contre le chômage est très efficace

La SOFRES effectuée pour le compte du Figaro un sondage mensuel. Chaque mois, environ 1 000 personnes sont interrogées.

Entre le 2 et le 5 janvier, la SOFRES a demandé à 949 personnes «représentatives» si elles pensaient que l'action du gouvernement contre la hausse des prix était très efficace : 1 % ont répondu oui. Plus fort encore, et fait unique dans les annales des instituts de sondage : à la question de savoir si la lutte du gouvernement contre le chômage était très efficace, personne n'a répondu oui. 0 % !

Le mois dernier, 1 % des personnes interrogées pensaient que l'action gouvernementale était très efficace. Il reste donc à la SOFRES à poser la question suivante le mois prochain : pensez-vous que le gouvernement lutte vraiment contre le chômage ?

## ● Préparation du congrès du PS : suite

On sait que Rocard a déclaré à la télévision que Mauroy était candidat au poste de Premier secrétaire du parti, en remplacement de Mitterrand. Affirmation démentie le lendemain par Mauroy, qui affirmait être toujours partisan d'un compromis avec Mitterrand (en politique social-démocrate, un compromis entre plusieurs textes s'appelle une synthèse). La déclaration de Rocard reflète-t-elle une divergence réelle dans le tandem Mauroy-Rocard, ou s'agit-il d'une maladresse calculée pour que Mauroy retrouve le visage «unitaire» qu'il se plaît à se donner ? Dans cette dernière hypothèse, la manœuvre permettrait au texte Mauroy-Rocard de rassembler tant des partisans de l'élimination de Mitterrand que des hésitants, soucieux de maintenir l'unité du Parti.

On apprend par ailleurs, que deux tendances dissidentes du CERES, animées respectivement par Pierret, député des Vosges, et Wolf, maire de Mons-en-Barœul, ont décidé de fusionner, et de présenter une contribution commune. Ils affirment même leur volonté de proposer une motion commune au congrès. Ils rejettent notamment le «nationalisme» du CERES et sa «complaisance» à l'égard du PCF, se déclarent favorables à l'Union de la gauche, sans chercher à marginaliser le PCF, et affirment que la «rupture avec le capitalisme ne se fera pas d'un seul coup».

Enfin, comme tous les courants qui s'affrontent et se déchirent au PS, ils proclament leur attachement à l'unité du Parti.

## ● Autonomes (suites) : 17 interpellations

Suite à l'action entreprise par les autonomes, samedi dernier, où ils brisèrent plusieurs vitrines dans le quartier de la gare Saint-Lazare à Paris, plusieurs corps de police ont été mobilisés dans une vaste opération de perquisition à Paris et dans la région parisienne. Les investigations policières ont abouti à 17 interpellations dans la journée de mercredi par la police judiciaire. Les personnes arrêtées en banlieue et principalement dans un immeuble squatté du quartier de Belleville ont été menées au Quai des Orfèvres où elles sont gardées à vue et subissent des interrogatoires. Jusqu'à présent, aucune d'entre elles n'a pu être reconnue par les commerçants qui ont subi des dégâts samedi dernier.

### Quelques propositions d'action de militants UEC

...«Entraîner la masse des étudiants à s'opposer, dans l'unité, à la politique d'austérité et de sélection à l'université, au côté des travailleurs en lutte contre les licenciements, l'austérité giscardienne et l'Europe capitaliste.

Combattre en marxistes, l'offensive idéologique des «Nouveaux philosophes», la mobilisation de la droite intellectuelle, le chantage au goulag, c'est-à-dire autrement qu'en réduisant l'affrontement idéologique à l'opposition vérité-mensonge.

Apporter un soutien internationaliste aux peuples en lutte contre l'impérialisme (Iran, Erythrée,...) ou contre la bureaucratie soviétique, KOR-Comité d'auto-défense sociale polonais, Charte 77, Rudolf Bahro, opposants en URSS...

Prendre position dans la crise du mouvement communiste international (pour le Cambodge : opposition au régime Pol Pot et retrait des troupes vietnamiennes, position critique à la Révolution socialiste au Vietnam).

# M. FRANCOIS PONCET FAIT DANS LE SOCIAL

Mercredi, le ministre français des Affaires étrangères présentait, devant l'Assemblée de Strasbourg le programme du Conseil de la CEE, dont la France exerce la présidence pour les six premiers mois de cette année.

Selon lui, des efforts «doivent être accomplis pour sortir des graves incertitudes économiques où vivent nos peuples». «En présence de difficultés qui touchent simultanément

les Neuf Etats membres, et au moment où est lancée une action nouvelle tendant à rétablir la stabilité monétaire et la croissance, la Communauté doit accorder une attention privilégiée à la dimension sociale de son action».

Lors du débat qui avait eu lieu la veille sur l'industrie sidérurgique, on avait pu commencer à saisir ce qu'il fallait entendre par cette «dimension sociale».

La commission reconnaissait qu'elle ne pouvait pas empêcher les licenciements dans la sidérurgie, mais proposait des mesures pour créer quelques emplois, bien insuffisants pour compenser les milliers de licenciements prévus. A condition toutefois que le Conseil veuille bien débiter des fonds, ce à quoi il renâcle quelque peu.

Il a rappelé l'importance de la prochaine mise en œuvre du système moné-

taire européen, affirmant que «l'établissement d'une zone de stabilité monétaire doit redonner au Marché commun un fondement stable». Rappelons que le système monétaire dont la mise en œuvre était prévue depuis le 1<sup>er</sup> janvier, est retardé par le différend franco-allemand sur les montants compensatoires. Le Conseil qui devait se tenir sur la question le 22 janvier, vient d'être une nouvelle fois reporté.

Sécurité sociale des Mines (Paris)

## LES EMPLOYES DE LA CAN CONTINUENT DE PLUS BELLE



● Mercredi 17 janvier vers 11 h 30, par petits groupes puis massivement, les employés de la CANSSM se sont rassemblés devant l'Élysée, à l'occasion du Conseil des ministres, où les mesures prises pour le Nord-Pas-de-Calais complétant les 11 600 « créations d'emplois » annoncées par Barre la veille devaient être rendues publiques.

transfert) « La CAN à Paris », une délégation de l'intersyndicale était reçue à l'Élysée où elle remettait une motion indiquant son refus de l'arbitraire gouvernemental.

Le dispositif policier, impressionnant (policiers parisiens, gardes mobiles) et sur le pied de guerre tentait d'abord de dissuader les premiers manifestants d'approcher de l'Élysée, contrôlant des identités et les menaçant verbalement.

Mais la détermination des employés de la CAN eut raison de cette intimidation et une banderole intersyndicale contre le transfert de la CAN dans le Nord, et le démantèlement du régime minier fut déployée par deux fois malgré les menaces policières.

Tandis que les manifestants criaient « Non au

Ensuite, les employés de la CAN se formaient en manifestation pour se diriger vers les Champs Élysées aux cris de « Matignon l'Élysée, décentralisés » (Rappelons que cette soi-disant décentralisation de la CAN se situe dans le contexte de décentralisation du tertiaire de la région parisienne visant à réduire le mécontentement des régions touchées par le chômage). Les manifestants sont si combattifs qu'une seconde manifestation spontanée s'est déroulée en pleine rue de la station Duroc jusqu'au siège de la CAN, avenue de Ségur.

S.C.O. (Montreuil)

## LE PATRON VOULAIT DEMENAGER

### « A LA CLOCHE DE BOIS » LES OUVRIERS OCCUPENT

Depuis plusieurs jours, les ouvriers de la SCO, entreprise qui fabrique des balances, occupent le siège, rue des meuniers à Montreuil.

Le 11 janvier, les délégués syndicaux se demandaient ce qui pouvait bien pousser le nouveau PDG de l'entreprise à interdire illégalement une réunion de syndiqués dans l'usine. Quelques instants plus tard, vers 18 h 30, ils découvraient le pot aux roses : le Conseil d'administration était là au grand complet, avec une quinzaine de déménageurs empruntés dans l'autre entre-

prise du groupe, Lutrana, quelques cadres de la SCO, et des véhicules prêts à servir : tout ce beau monde allait déménager les machines. Aussitôt, l'alerte était donnée, et le déménagement ne pouvait se faire. Toute la nuit, des militants restaient devant l'usine, et très vite, l'occupation était décidée. Depuis, elle continue. Les grévistes bloquent les balances « en partance », avec la solidarité des employés de la comptabilité et du service commercial.

De toute évidence, la SGP ne reprend pas ses billes par hasard. Il y a

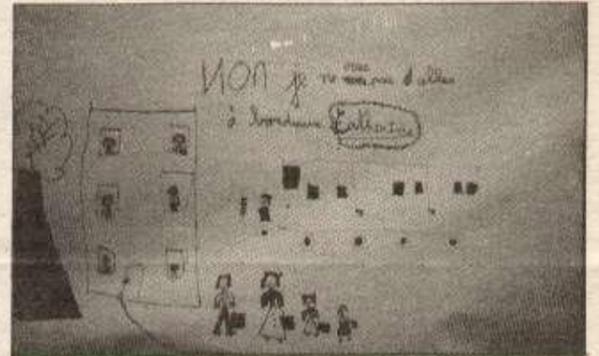
## LES RECETTES DU « RAPPORT LE MENESTREL » POUR DECENTRALISER

● Sous l'égide du Secrétariat général du gouvernement est paru début 1975 un rapport sur les mesures destinées à faciliter le départ et la réinstallation des agents des administrations décentralisées.

Nous publions aujourd'hui quelques extraits de ce rapport, à un moment où le gouvernement essaie de déménager le siège social de l'AFPA de Montreuil à Bordeaux, et la CAN (Sécurité sociale des Mines) de Paris à Lens.

(...) Dans le souci de limiter les mesures d'aide et d'envisager l'ensemble des actions susceptibles de favoriser la décentralisation des administrations centrales au moindre coût, il est apparu que les mesures à envisager relevaient de trois lignes d'actions : pratiquer une politique du personnel qui réduise à la fois les résistances et le nombre d'agents concernés, prendre les mesures d'accompagnement permettant la réinstallation de ces agents dans les meilleures conditions possibles, c'est-à-dire régler notamment un certain nombre de problèmes soulevés indirectement, tels que le logement et l'emploi du conjoint, enfin compenser, dans la mesure où cela est strictement nécessaire, par une aide directe aux fonctionnaires le préjudice engendré par la réinstallation.

(...) Ces mouvements revêtent une particulière importance : une politique du personnel dans les trois ou quatre ans précédant l'opération de décentralisation doit permettre, compte tenu de l'objectif qui aura été retenu au départ quant à la proportion souhaitable d'agents qui doivent suivre leur emploi, de « composer » la cellule dé-



Dessin fait par l'un des enfants des grévistes

centralisée d'agents qui accepteront de partir en province, dont le départ posera moins de problèmes, ou encore d'agents dont le reclassement sera plus facile s'ils doivent absolument rester à Paris, et quelquefois inutile : ce dernier cas sera celui des agents dont la retraite surviendra à peu près à l'époque de la décentralisation.

(...) Le recrutement, quelles qu'en soient les modalités, doit s'effectuer en notifiant aux candidats, même si sur le plan juridique cela n'est pas indispensable, que le départ en province est la condition déterminante de ce recrutement.

(...) La politique du personnel pendant ces années doit prendre en compte la préparation psychologique du départ, l'information des candidats éventuels, le recensement des difficultés afférentes à chaque cas et chercher ainsi à réduire les résistances en donnant à chaque agent le sentiment que son problème est perçu.

(...) D'une manière générale il ne paraît pas raisonnable d'admettre qu'une installation définitive en province pour un fonctionnaire dont la région parisienne constitue le seul horizon professionnel prévisible en cours de carrière ne se traduise pas par certains préjudices, au moins à court terme. Plus précisément, il paraît irréaliste de penser que les avantages à long terme de cette installation en provin-

ce, face aux inconvénients de la vie en région parisienne, sont de nature à compenser, dans l'esprit des intéressés tout au moins, les dépenses à engager.

(...) En réalité, apparaît un problème réel qui est celui du statut du service décentralisé. Il est en effet possible de maintenir au service décentralisé son statut intégral de service d'administration centrale et de le gérer de l'exacte manière dont sont gérés les services testés à Paris. Cette solution a pour inconvénient de faire coexister dans une même ville de province des agents de la même administration ayant des avantages différents selon qu'ils sont des services extérieurs ou qu'ils sont du service d'administration centrale décentralisé.

L'autre solution consiste à maintenir le statut d'agent d'administration centrale aux seuls agents décentralisés, à titre personnel, et d'assurer le recrutement des autres emplois sous un statut différent par exemple comme s'il s'agissait d'un service extérieur ou mieux d'un service technique central. C'est là la position défendue par la direction du budget avec l'inconvénient d'être plus inquiétante pour les agents décentralisés et surtout de faire coexister dans le même service décentralisé les agents bénéficiant d'un statut et d'avantages différents selon qu'ils auront été recrutés sur place ou qu'ils viendront de Paris.

## ● Licenciements dans le Nord

Dans le Nord, en plus de la sidérurgie, de nombreux licenciements ont été annoncés : Thomson Lesquin : 488, Berry Lille 180, CIT Alcatel à Marq en Baroeuil : 400, Digue à Fretin : 16, Delatre Lavivier à Valenciennes : 184, Filés de Fourmis : 90, Teintures Mascara, Roubaix : 48, Gillet Tahon, Don : 9, Kayser France à Lomme : 50, Peignage A.Prouvost, Roubaix : 190, Eternit à Prouvy : 335, Le Blan Lille : 450, Coignet, Lille : 74. A quoi il faut ajouter des dépôts de bilan et fermetures : Sedirt à Anzin, Tiberghin frères à Tourcoing, Teddy Boy, Lille, Contreplaques à Dunkerque.

De source syndicale (CGT) des actions diverses contre les licenciements se sont menées dans des entreprises avec grève et occupation : à Teddy Boy et Contreplaques Dunkerque. Des grèves pour le maintien de l'emploi sont menées chez Huet à la Madeleine (près de Lille), Eurobat à Valenciennes, BSA Bousois, Sovirel à Aniche, Vallourec à Hautmont et à Anzin.

### AFPA DE MONTREUIL

#### Plusieurs centaines devant le ministère du Travail



« L'AFPA de Montreuil dit non au transfert », proclament les pancartes brandies par les grévistes, rassemblés au coin de la place devant le ministère du Travail. « Que dit Boulin ? », poursuivent-elles... Boulin, dans son ministère, refuse de recevoir une délégation. Il fait savoir, une fois de plus, que la discussion est possible, à condition... que le mouvement de grève soit suspendu !

Malheureusement pour lui, les employés de l'AFPA ont reconduit mardi l'occupation. Après 13 jours de grève, ils n'ont pas envie de lâcher la proie pour l'ombre, comme on dit, en reprenant le travail sans aucune garantie.

## LES PLANS REGIONAUX

## UN EMPLOI POUR TROIS LICENCIEMENTS

Bureaux saccagés, gares occupées

## Les sidérurgistes ripostent au cynisme de Barre

● Mardi après-midi, Barre, au nom du gouvernement, annonçait la «création d'emplois», destinés à «reconvertir» les régions comme la Lorraine ou le Nord-Pas de Calais, touchés sur le plan massif de chômage dans le secteur sidérurgique.

COLERE  
DANS LE NORD...

Dès mardi après-midi, les travailleurs d'Usinor-Denain, près de Valenciennes, réunis en assemblée générale dans la cour de leur usine, par les organisations syndicales, décidaient d'occuper les bureaux patronaux de l'entreprise. A huit heures, le soir, ils pouvaient suivre à la télévision, installée pour l'occasion, le journal télévisé. Les mesures de «reconversion» étaient confirmées par Barre. Là, la colère éclatait, immédiate. Paperasse et matériel de bureau en faisaient les frais.

Cette action de colère qui n'est sans doute que le prélude à d'autres, n'est pas étonnante. Que valent en effet les mesures prises ? 2 500 emplois sont annoncés dans le Valenciennois ; quand on sait que plus de 7 000 licenciements auront lieu dans cette région d'ici août 1979 dans la sidérurgie ? Que valent-elles en effet quand, en plus, ils ne seront créés

qu'en 1984 ? Et cela est-il même sûr ?

## ... ET EN LORRAINE

Ces mesures de re-

conversion toucheront la Lorraine : et d'annoncer la création de 1 000 emplois de «désenclavement» de la ville de Longwy, ainsi que l'étude de «projets d'im-

plantation industrielle», en vue de permettre à la Lorraine de se «diversifier». La réaction à ces mesures dérisoires ne s'est pas fait attendre en Lor-

rain. Les travailleurs lorrains sont bien placés pour savoir que les promesses gouvernementales, déjà faibles en la matière, sont souvent peu suivies d'effet. Où sont par exemple les 1 300 emplois que devait créer Renault, dans une autre ville lorraine, Thionville ? Barre cynique, pour justifier le peu d'emplois créés en Lorraine, prétend que 10 000 emplois ont déjà été créés ou sont en passe de l'être !

Le député PCF, en vue d'enquêter sur les groupes sidérurgiques, s'est rendue à l'usine de la Chiers de Longwy. Si les travailleurs n'attendent pas grand chose d'une telle initiative, ils ont en tout cas profité de la venue de la commission pour réaffirmer à cette occasion leur volonté de lutte devant les représentants de gauche et de droite. Tel représentant de l'UDF, membre de la commission, s'est vu apostrophé par les travailleurs en colère : «Ça ne vous gêne pas d'avoir voté le plan acier ?». Certains représentants de la commission ne brillaient pas, se souciant surtout «de ne pas se faire casser la queue».

Dans la nuit de mercredi à jeudi — depuis mercredi soir à 18 heures jusqu'à une heure du matin le jeudi — 300 travailleurs d'Usinor et de la Chiers ont occupé, avec des habitants, la gare de triage de la localité voisine de Longuyon, durant plusieurs heures, bloquant le trafic, empêchant le départ et l'arrivée de plus de cent trains de voyageurs et de marchandises.

Mercredi, la commission d'enquête parlementaire demandée par Porcu, le

Les actions qui se sont déroulées ces dernières 48 heures ne sont à l'évidence que le prélude à d'autres. Les plans de «sauvetage» gouvernementaux ne sont plus de nature à tromper les travailleurs ! Contre le chômage, les travailleurs de Lorraine et du Nord montrent la seule voie possible : la lutte !



Mardi matin, les sidérurgistes lorrains occupaient les locaux de la Banque de France à Longwy.

## Les 11 000 emplois de Barre

## Un emplâtre sur une jambe de bois

● Mardi 16 janvier, le Premier ministre annonçait la création de 11 600 emplois «dans les régions touchées de plein fouet par la crise de la sidérurgie et des chantiers navals» (voir carte ci-contre). Au caractère dérisoire de ces promesses en regard des licenciements opérés dans ces régions (25 000 rien que dans la sidérurgie) s'ajoute l'incertitude de leur réalisation. Le plan Vosges, à en juger aujourd'hui

LE «SAUVETAGE»  
DES REGIONS  
EN DIFFICULTE

Après les Plans Vosges et le plan Aquitaine, le gouvernement lance un programme de création d'emplois d'ici 1984 sur cinq régions (hachurées sur la carte). La majorité des emplois nouveaux concerneraient le Nord-Pas-de-Calais : 6 800 principalement dans le secteur de la construction automobile. Dans les autres régions, les créations seraient de l'ordre du millier. Pour mesurer la portée réelle de ces créations, notons tout d'abord, que dans de nombreux cas, il s'agit de simples transferts d'affectations. L'unité Peugeot Citroën qui devait s'implanter à la Rochelle, s'en ira dans le Valenciennois (2 500 emplois). Les emplois tertiaires promis à Lille ou Nantes seront dans le cadre de la décentralisation, retirés à la région parisienne (1 700 emplois environ). De tels tours de passe passe donnent une idée du caractère publicitaire de ces promesses. La façon dont elles ont été tenues

dans les Vosges, ne laisse plus de doute sur la nature illusoire de ces plans de sauvetage.

LE PLAN VOSGES  
QUATRE MOIS APRES  
SON LANCEMENT :  
AIDE AUX PATRONS  
LICENCIEMENT  
DES TRAVAILLEURS

Le reportage du Quotidien du Peuple du 5 septembre 1978, montrait bien comment ce plan «gonflé» par le gouvernement était avantageux pour les entreprises. D'une part il nous annonçait des emplois nouveaux en partie déjà créés, de l'autre il prévoyait un renforcement des infrastructures. Qu'en est-il aujourd'hui ? «Pour l'instant il n'y a pas de changement du point de vue de l'embauche» constate une travailleuse. Elle ajoute : «Mon mari fait partie d'un comité de licenciés, toutes les semaines ils se réunissent sur Thaon mais personne n'est reclassé encore. Et puis, sur Epinal, pas question. Il a fait au moins une vingtaine de demandes : au départ il avait fait du porte

par ses résultats, n'incite pas à la confiance. Les travailleurs que nous avons interrogés sur la mise en place de ce plan, ont eu vite fait de résumer la situation : «Soi-disant ils devaient embaucher des gars, c'est du cinéma tout ça !» nous déclarait la femme d'un travailleur du textile récemment licencié.

Par Didier DELORME

à porte pour trouver du travail. Il a dit que c'était de la bêtise de faire ça (...) Il n'y a pas d'emploi sur Epinal».

Et les 450 emplois de Gareth, usine de turbo-compresseurs ? «Ils montent l'usine, il ne faut pas compter avant un an». Et l'extension de l'usine Trane «c'est de la foutaise, on n'embauche pas».

Un syndicaliste de la vallée du Rabodeau allonge la liste : à Raon l'étape, rien de créé ; à St-Dié «l'histoire de la coopérative pour les Pelletex ça n'avance pas non plus» et à la MAP (microfilms) «c'est toujours au niveau des pourparlers». Dans sa région le chômage s'est aggravé : de novembre 77 à novembre 78, le nombre de demandes d'emploi non satisfaites s'est accru de 18 %.

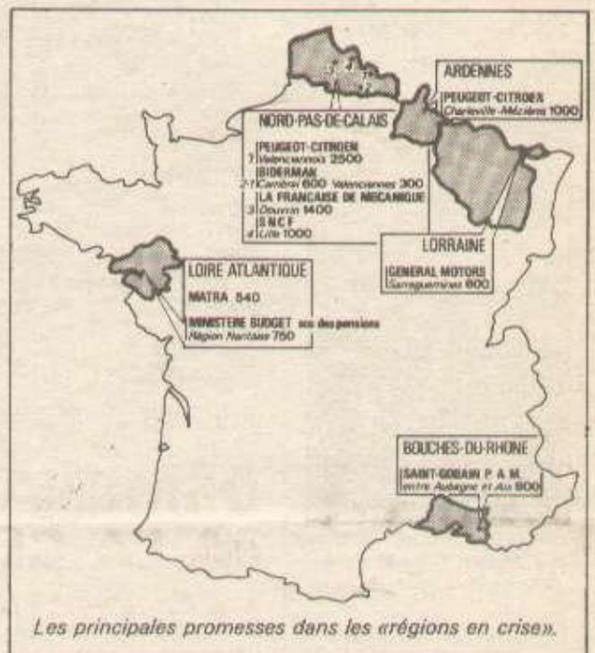
En ce qui concerne les infrastructures, une route était prévue dans la vallée : le tracé a été étudié en décembre, mais on ne sait pas quand les travaux vont commencer. Le contournement d'Epinal devrait être réalisé.

Les «acquis» du plan

Vosges ce sont les primes de «modernisation» et de «création d'emplois» (transferts d'emplois pour l'essentiel) offertes aux patrons. Ce sont aussi des projets plus ou moins sûrs, de réalisation de routes. Mais c'est surtout pour les travailleurs la certitude de l'aggravation du chômage et des conditions de travail : «Les conditions de travail ont empiré du fait qu'ils ont diminué les effectifs et qu'ils ont par contre augmenté la production» conclut le syndicaliste.

L'AIDE AUX REGIONS  
DEFAVORISEES,  
NOUVEAU BLUFF  
DU GOUVERNEMENT

La nouvelle méthode d'intervention géographique du Premier ministre répond à une double exigence. D'une part celle de la situation : la crise frappe des régions entières et l'ampleur du phénomène oblige le gouvernement à présenter différemment ses mesures ponctuelles. D'autre part, la nécessité, pour le gouvernement, de masquer par une opération publicitaire, sa profonde



Les principales promesses dans les «régions en crise».

incapacité à résoudre les problèmes. Le bluff du Premier ministre repose sur trois principes :

— Diviser les travailleurs en créant un emploi là où il en supprime trois ;

— Donner l'impression de «mettre le paquet». Barre intervient vingt minutes au journal de 13 heures sur TF 1 pour intercaler un couplet sur les promesses de 11 000 emplois, entre ses refrains sur l'effort et la confiance.

— Faire croire qu'il ne s'agit qu'un début en créant un fonds d'adaptation industrielle. Ce fonds

est un système de prêts pour les entreprises des régions défavorisées et appartenant aux secteurs les plus touchés (sidérurgie, construction navale). On nous le présente comme une forme «de participation de l'Etat aux risques d'investissements»

Barre entend montrer ainsi qu'il agit avec «méthode» continuité et en dehors de toute agitation.

Méthode et continuité, les chiffres du chômage l'attestent. Quant à l'agitation ce serait là la juste réponse aux provocations de Barre.

## Giscard en Roumanie

# DESARMEMENT ET CONTRATS

Le voyage de Giscard en Roumanie a été placé délibérément sous le signe de la politique de détente en Europe. Pierre Hunt le porte-parole de l'Elysée a déclaré que ce voyage manifeste «l'inté-

Reste à voir le contenu que Giscard donnera à ces propos notamment quels engagements il prendrait éventuellement de s'opposer à toute mise en cause de la souveraineté de la Roumanie, que les réactions du Kremlin à la politique roumaine pourraient susciter, le gouvernement roumain ayant refusé les exigences de Moscou concernant le pacte de Varsovie, une plus complète intégration et une augmentation des dépenses militaires, et ayant dénoncé avec fermeté l'invasion du Cambodge.

### LE DESARMEMENT EN EUROPE

Le principal sujet politique abordé paraît devoir être la question du désarmement en Europe, à

propos duquel les gouvernements roumain et français ont des points de convergences importants, notamment un souci commun que ces discussions permettent la participation de tous et ne soient pas dépendantes des tractations soviéto-US, que des mesures de désarmement effectifs soient prises. La réunion du sommet de la Guadeloupe, rassemblant Giscard, Schmidt et Callaghan avec Carter, a montré quelle actualité elle revêtait, les Etats-Unis préparant une négociation SALT 3 qui incluerait les armements nucléaires entreposés en Europe et donc la force de frappe française, ce que refuse Giscard. La réunion du Pacte de Varsovie en a donné la portée, en révélant la politique d'arme-

rêt de la France pour la personnalité nationale de la Roumanie et le rôle que joue ce pays en faveur de la détente».

ment délibérée de l'URSS en Europe, dont la Roumanie nie la nécessité, et qu'elle refuse. Nous reviendrons plus largement sur ce point dans nos éditions de samedi.

### LES NEGOCIATIONS CEE-ROUMANIE

Un second point sera sans doute abordé : la commission européenne prévoit d'ouvrir des négociations avec la Roumanie, et attend l'autorisation des gouvernements. En envisageant une telle démarche la Roumanie ruine en partie les tentatives de Moscou : depuis plusieurs années les discussions entre le COMECON et la CEE butent sur le désaccord concernant le cadre des relations. Le Soviétique qui représente le COMECON

demande que les relations soient établies entre les deux organisations économiques tandis que la CEE n'accepte de passer des accords qu'avec chaque pays. La Roumanie est le premier membre du COMECON à franchir le pas et à envisager une telle négociation.

### LA COOPERATION INDUSTRIELLE

Le dernier point enfin, important est celui des relations économiques entre les deux pays. L'ensemble paraît modeste, moins de 1 % du commerce extérieur français, mais il se situe du point de vue de l'impérialisme français dans des domaines particulièrement importants : en 1977 grâce aux contrats dans l'automobile, la Roumanie

était le premier client de la machine outil de la France. Et les contrats en discussion portent sur des grands ensembles industriels.

L'impérialisme français occupe une place assez importante de ce point de vue dans le secteur de l'automobile. C'est Renault qui a installé en 1967 la première entreprise automobile en Roumanie, à Pitesti, qui produit des modèles dérivés de la Renault 12, la Dacia dont la Roumanie produisait en 1974, 80 % des pièces. En juin 1978, Renault passait un contrat de 4 milliards de francs afin de doubler la capacité de production de Pitesti en lui ajoutant des chaînes de montage de la R 18 portant la production à 150 000 véhicules. Une autre usine devait produire des dérivés de la R 18, un modèle tout terrain incluant des éléments fournis par Renault, la Pick up. Renault doit commerciali-

ser les véhicules fabriqués en Roumanie, tandis que la Roumanie fournira une partie des pièces destinées aux véhicules industriels. Un contrat de même type a été passé avec Citroën pour un montant de cinq milliards en décembre 1976. L'usine située à Craiova dont les travaux sont très avancés, produira 130 000 véhicules par an d'un modèle Citroën fabriqué exclusivement en Roumanie.

D'autres projets sont en cours : coopération pour la fabrication d'hélicoptères, dans le domaine de la pétrochimie, de l'électronique, des télécommunications, des projets sont envisagés. Par ailleurs, le gouvernement français a déjà fait savoir qu'il était intéressé à participer au contrat passé entre la Canada et la Roumanie pour la livraison de quatre centrales nucléaires ; il pourrait obtenir l'équipement électrique de ces centrales.

## Après le sommet de la Guadeloupe

# LES ETATS-UNIS FACE AU DEBAT EUROPEEN

Si leur puissance militaire en Europe et l'OTAN donnent aux USA une prééminence comme le démontrait notre article du 17 janvier, ils n'ont pu aplanir tous leurs différends.

Les Etats-Unis ont forcé les choses, non seulement pour faire accepter leurs positions, mais pour les présenter publiquement comme celles de leurs partenaires, afin de leur forcer la main.

armements dits de la zone grise en Europe pour des raisons tenant à l'indépendance de sa dissuasion». Par contre, Callaghan, le Premier ministre anglais n'hésitait pas à affirmer : «Nous espérons que SALT 3 sera mis en train très rapidement» rendant très douteuse une éventuelle action commune de la France et de l'Angleterre, les deux seuls pays à disposer de l'arme nucléaire.

D'autre part, le gouvernement français maintient sa proposition d'une négociation sur le désarmement couvrant tous les pays d'Europe et tous les systèmes d'armes, visant à réduire la taille des arsenaux. Ce que les Etats-Unis rejettent comme «n'ayant d'autre but que de torpiller les MBFR».

Malgré cela, Schmidt a marqué un grand intérêt pour la proposition giscardienne. C'est un événement qui peut connaître des développements importants car cela peut fonder une cohésion franco-allemande sur des questions d'importance stratégique, qui n'a jamais été réalisée. Cette perspective est d'autant plus ouverte que Schmidt s'est gardé de toute allusion à SALT 3, alors que Giscard déploie une grande activité diplomatique pour faire adopter son projet.

### LA PRESSION US SUR LA FRANCE

La «cohésion du monde occidental» à laquelle Brze-

zinski fait allusion dans ses conclusions sur le sommet, cache en fait une profonde divergence sur des questions essentielles. Il est acquis que les pays européens n'ont pas de position commune. Il est également acquis que les Etats-Unis multiplieront les pressions pour obtenir un accord de tous. Dans les allées de l'hôtel où se déroulait la conférence, les Américains faisaient savoir : «La France n'aura accès aux secrets technologiques de la fusée de croisière Cruise, par exemple, que si elle se montre plus souple». A l'égard de l'Allemagne, l'irritation est encore plus grande : «L'Allemagne veut bénéficier des privilèges d'une grande puissance sans en accepter les risques» disaient les fonctionnaires de Carter en critiquant l'attitude allemande et ses réserves quant aux propositions américaines, qu'elle adoptait il y a encore quelques années sans réserves.

Le sommet de la Guadeloupe a-t-il créé un précédent ? L'avenir le dira. Mais il a lancé un des débats essentiels pour la sécurité européenne, et la cohésion Ouest-européenne qui va occuper le devant de la scène dans les mois à venir et cette semaine même lors du voyage de Giscard en Roumanie. Par contre-coup, il va occuper largement la polémique entre les partis en France, sur laquelle nous reviendrons prochainement.

Grégoire CARRAT



Une manœuvre militaire franco-allemande en 1976. Le sommet de la Guadeloupe a lancé un débat sur la sécurité en Europe.

Brzezinski annonçait impudemment que les Occidentaux avaient les «mêmes vues» à propos de l'Iran, ce qui n'est pas exact, dans les faits, mais que personne n'a voulu relever. Pour faire bonne mesure, Carter parlait d'une «harmonie sans précédent». L'appréciation est bien différente pour Giscard : «Les différends n'ont pas dégénéré en divergences» affirmait-il. Et pour cause ! Il ne pouvait y avoir de divergences quand les Occidentaux, par la formule même du sommet, n'avaient pas de décision à prendre. Reste qu'un choix a été fait, de la part des Etats-Unis, de

tenir pour négligeables les divergences que l'Europe leur oppose, de la part des Européens de ne pas porter trop loin les oppositions avec les USA, sur des questions essentielles, pour lesquelles ils dépendent en fin de compte de l'armée américaine.

### ACCORD SUR SALT 2 ET DESACCORD SUR LA CHINE

L'accord s'est fait sur SALT 2. Ce qui n'était pas très difficile, les Européens n'ayant jamais véritablement remis en cause la négociation SALT d'une part, et d'autre part n'ayant presque aucune

chance d'en modifier le cours de toutes façons. Mais pour Carter, c'est un succès qui lui permet de ruiner les arguments des adversaires de l'accord aux Etats-Unis, leur argument principal étant que SALT 2 se fait au détriment de l'Europe.

Pour le reste, il n'y eut pas d'accord. A propos de la vente à la Chine d'avions britanniques Harrier, Schmidt a émis, selon la presse britannique, de nombreuses objections, ainsi qu'à l'égard de la vente par la France de missiles antichars Crotales ; objections revenant à refuser de «lever le bâton contre l'ours soviétique»

indique le Daily Telegraph. Pour sa part, Joddy Powell, porte-parole de Carter, déclarait : «Les Etats-Unis ne vendront d'armes ni à l'URSS, ni à la Chine. Nous nous opposerons à la vente d'armes offensives par nos alliés, mais évidemment nous ne pouvons contrôler les décisions d'autres gouvernements. Nous n'encouragerons ni ne découragerons les ventes d'armes défensives question du Harrier, nous comprenons que les Britanniques le considèrent comme une arme défensive».

### LA QUESTION DES SALT 3

Mais les divergences ont été les plus nettes à propos de l'accord SALT 3. En réalité deux options sont ouvertes. D'une part la proposition américano-soviétique de limiter les discussions aux seules armes nucléaires stationnées en Europe. Cela contraindrait, sans contrepartie, Giscard à mettre en discussion son arsenal nucléaire. Logiquement cela entraînerait à participer également aux négociations sur la limitation des armements au Centre-Europe. (MBFR). L'Elysée a refusé cette option en affirmant que «la France n'envisage pas de participer à une éventuelle négociation sur la limitation des

## IRAN

# 25 ANS DE DICTATURE 25 ANS DE LUTTE POPULAIRE

Par Frank ROUSSEL

● Mardi 16 janvier 1979, le Shah a quitté l'Iran pour se rendre aux États-Unis, via l'Égypte. Ce séjour à l'étranger, qui pourrait bien être définitif, survient après un an de lutte ininterrompue contre la dictature exercée pendant 25 ans par l'héritier de la dynastie des Pahlevi. Un quart de siècle qui, parallèlement à la présence au pouvoir d'un régime honni par les masses, a pu réaliser une industrialisation partielle du pays et supprimer l'exploitation agricole de type féodal, cependant au prix d'un accroissement de la dépendance vis-à-vis des États-Unis. La richesse apportée par la vente du pétrole à un plus juste prix, n'a pas bénéficié à l'ensemble de la population. Souvent mal utilisés, les revenus du brut ont été rognés par la corruption, véritable plaie du régime. Si en 1953 les Américains avaient pu

En 1921, l'impérialisme britannique installait au pouvoir un colonel de l'armée iranienne, Reza Khan, père de l'actuel Shah, mais 20 ans plus tard, ses protecteurs étrangers l'obligeront à partir en raison des sympathies pro-allemandes qu'il avait montrées pendant la guerre.

C'est ainsi qu'en 1941, son fils lui succède à un moment où la rivalité anglo-américaine culmine en Iran. Bien vite, l'impérialisme américain supplante l'impérialisme britannique par le biais de ses «plans de développement». Les années 46 et 47 seront marquées par la crise entre l'Iran et son voisin du Nord, crise qui devait résulter de l'aide soviétique apportée à la jeune République démocratique d'Azerbaïdjan proclamée à Tabriz en 1945. Le différend irano-soviétique se conclura par la répression brutale des troupes du Shah en Azerbaïdjan et l'interdiction du Parti communiste Toudeh.

En 1951, Mossadegh devenu Premier ministre nationalise le pétrole et crée la Société nationale du pétrole iranien, récupérant ainsi la richesse nationale accaparée par les Britanniques. Par cette nationalisation et quelques autres mesures renforçant l'indépendance nationale de l'Iran, Mossadegh rassemblera derrière lui la majorité du peuple iranien. L'impérialisme répondra en instaurant un blocus pétrolier de l'Iran. Après avoir essayé à plusieurs reprises de destituer son Premier ministre, le Shah s'enfuit à Rome le 14 août 1953, sous la pression populaire. Il reviendra cinq jours plus tard, remis sur le trône par un coup d'État fomenté avec l'aide de la CIA. Mossadegh renversé, l'avenir du pétrole iranien est désormais négocié entre les USA et la Grande-Bretagne. Ces derniers ne parviendront pas toutefois à remettre en cause la nationalisation.

## Le Shah consolide son pouvoir

Le parti Toudeh porte une grave responsabilité dans son refus d'organiser la riposte au coup d'État d'août 1953. Fortement implanté dans les masses et disposant d'appuis dans l'armée, le Comité central de ce parti «communiste» donne pour consigne à ses militants de renier leur appartenance au parti : 701 officiers, membres du parti Toudeh, sont arrêtés, 70 seront fusillés. Cette trahison reste ancrée dans la mémoire du peuple iranien, expliquant pour une part le faible écho recueilli par ce parti actuellement.

Il faudra dix ans au Shah pour asseoir son pouvoir, en s'appuyant sur la toute-puissante police politique, la Savak, qu'il emploiera à mater toute opposition, qu'elle soit politique ou religieuse.

Le nouveau régime qui se dotera d'un parlement aux ordres, sera composé de technocrates et d'hommes d'affaire plus préoccupés par leurs propres intérêts que par les affaires de l'État. Néanmoins, malgré la terreur inspirée par une répression féroce, le 5 juin 1963 des centaines de milliers de manifestants affronteront l'armée. La crise économique du début des années 60, et les premières mesures de la «Révolution blanche» ont durement touché les couches

populaires, ce qui explique l'ampleur des manifestations au cours desquelles 15 000 manifestants seront tués. Il faudra attendre 15 ans pour voir les masses iraniennes se soulever à nouveau et mettre fin à la dictature.

## La révolution blanche

Le 26 janvier 1963, le Shah soumet à un referendum les six premiers points de ses réformes sociales, connues sous le nom de Révolution blanche. Outre la

réforme agraire, ces mesures prévoient la nationalisation des eaux, forêts et pâturages, la vente des actions des usines nationales et la participation des ouvriers au bénéfice des entreprises. Le but de la réforme agraire était de faire disparaître la petite exploitation, en mécanisant l'agriculture, de passer du stade féodal au stade capitaliste. Loin de favoriser la petite paysannerie puisque seulement 5 % des paysans devaient accéder à la propriété en 14 ans de réforme

agraire, les transformations eurent pour résultat un exode rural massif et la disparition de la petite propriété au profit des grands propriétaires fonciers.

En 1971, le Shah, atteint de la «folie des grandeurs» engloutira des milliards de dollars dans la commémoration du 2 500<sup>e</sup> anniversaire de la monarchie persane, fêté avec un faste insolent à Persépolis.

L'année 1974 marquera une victoire de l'Iran et des pays de l'OPEP dans leur lutte pour obtenir un plus juste prix pour leur richesse nationale ; en effet, le prix du pétrole a quadruplé cette année-là, donnant ainsi à l'Iran des moyens supplémentaires pour mener à bien l'industrialisation du pays.

L'Iran est à même de concéder des prêts à d'autres pays du Tiers Monde, ce qu'elle fait à partir de 1972, à l'Égypte, l'Inde, le Pakistan, la Syrie, le Sénégal, etc.

A suivre



Les manifestants déboulonnent les statues de la dictature sanguinaire. Ici une statue du père de l'actuel Shah.

## Dans la presse : le départ du Shah

### Incertitudes pour l'avenir

«Fasse le ciel pour l'Occident que (les choses) tournent bien en Iran», conclut l'éditorial des Échos, résumant les inquiétudes diverses qui font frémir les commentateurs de la presse parisienne et internationale devant le départ en «vacances» du Shah d'Iran. Il y en a bien quelques-uns, comme Thierry Desjardins, du Figaro, pour s'émouvoir des «yeux pleins de larmes du Shah et de Farah Diba» à l'aéroport, ou pour trouver «émouvant» le geste du Shah aidant son épouse à grimper dans l'hélicoptère. Celui-là a plus lu France-Dimanche que connu le peuple iranien.

Bakhtiar, Khomeiny, l'armée, l'opposition libérale, clefs de la disposition des forces dans l'Iran de demain, comment se combine-

ront-ils et s'affronteront-ils ? «L'Iran n'a pas à craindre le vide politique mais le trop plein» écrit Le Matin. «L'opposition solidaire dans sa lutte contre le Shah ne peut, après son départ, que retrouver ses clivages» écrit Le Monde... «L'imprécision (du programme de l'opposition) qui fit la force des ennemis du Shah pourrait désormais compromettre leurs chances». Dans Le Figaro, les phobies ont libre cours. «Il est vraisemblable que, pendant cette période, où tout en Iran sera insaisissable, grandira peu à peu au grand jour ou dans l'ombre une organisation structurée d'inspiration communiste. Tant il est vrai que la force et l'ordre communistes se nourrissent du chaos politique et économique.» Et Serge Maffert de

tracer une apocalyptique vision de «la contagion que la révolution chiite peut apporter à l'intérieur de l'Irak et jusque dans le Golfe, c'est-à-dire au cœur même de l'approvisionnement pétrolier de l'ensemble de la planète.» «Le trône est vide, mais l'impérialisme ne renonce ni au pétrole d'Iran ni à ses positions stratégiques dans le pays. Le trône est vide, mais la liberté reste à instaurer» écrit Yves Moreau, dans L'Humanité, qui entend par liberté l'arrivée du parti Toudeh, si proche du PCF dans ses conceptions et, critère essentiel, si étroitement lié à l'URSS. Pour Le Matin, au contraire, «tout dépend de l'Union soviétique assez discrète jusqu'ici. Tôt ou tard, elle sera contrainte de dévoiler son jeu.»

Dans la presse américaine, Joseph Kraft énonce les quatre «preuves de faiblesse» de la part des États-Unis tout au long de cette affaire : les États-Unis ont renoncé à envoyer des navires dans le golfe, ils ont envoyé des F 15 en Arabie Saoudite, mais sans armée, alors même qu'il était aisé d'obtenir l'accord du congrès pour qu'ils soient armés, enfin l'Espagne a refusé l'utilisation de son territoire pour ravitailler les avions... Pour sa part, le Washington Post estime que «l'attitude la plus sage consiste à laisser se développer les courants politiques sans y mettre la marque américaine, de garder un œil sur les faiblesses de l'Ayatollah Khomeiny et sur ses points forts et de tenir bon.»

# 4<sup>e</sup> JOUR D'OCCUPATION A LA SNAV DE VÉNISSIEUX

La Régie Renault a décidé de liquider l'atelier «engins porte-grues», un atelier où de gigantesques camions utilisés par les travaux publics, la SNCF, etc., sont construits à la demande. Et surtout, pour satisfaire les banques et l'acheteur Fauvet Girel, 140 licenciements ont été décidés, autorisés vendredi par l'inspecteur du Travail.

Une journée de grève de 24 heures en octobre avait trouvé une assez nette détermination des travailleurs. Par la suite, un travail en profondeur de mobilisation a pu permettre que la lutte passe à un niveau supérieur. Et dès l'annonce officielle des licenciements, la semaine dernière, l'occupation a été votée lundi.

Mercredi matin, un vote était organisé par les syndicats, sur la poursuite du mouvement. Deux bulletins de vote ont été donnés aux grévistes libellés ainsi :

— «Je ne veux pas lutter contre les licenciements, je suis pour l'arrêt de la grève» et

— «Je veux la lutte contre les licenciements, je suis pour la poursuite de la grève».

Une majorité de travailleurs s'est prononcée de nouveau pour la poursuite de la grève et de l'occupation.

Aussitôt le vote terminé, une centaine de travailleurs sont allés bloquer la circulation sur le boulevard périphéri-

que à Lyon, assez intense à ce moment. Des banderoles unitaires CGT-CFDT : «Non aux licenciements!» ont été déployées. Cette action déjà entreprise lundi a permis de renforcer les rangs des grévistes, et de nombreux travailleurs se sont inscrits ensuite pour le piquet d'occupation.

«A partir de maintenant, note un délégué

CFDT, on voit mieux l'avenir, on peut envisager les choses avec satisfaction». De fait, des initiatives un peu spectaculaires sont prévues ces prochains jours, des actions éclairs et diversifiées capables de populariser la lutte et bien sûr de faire évoluer favorablement le rapport de forces.

Des délégations d'usi-

nes touchées-elles aussi par des licenciements sont venues aussi apporter leur soutien. Ces prochains jours, des actions se dérouleront conjointement avec des travailleurs d'usines de Vénissieux comme Feudor, le Centre de Recherches Rhône Poulenc, Richier, etc.

D'ailleurs les travailleurs le disaient, autour de la lutte de la SNAV, toutes les autres luttes en cours, comme celle des Câbles de Lyon doivent converger. Certains travailleurs soulignaient par exemple la nécessité d'une lutte «globale» régionale ou nationale et de très nombreuses discussions se déroulent par petits groupes sur la question du rapport de force des perspectives de lutte d'ensemble, etc.

Contre les licenciements à la SNAV et les très réelles menaces de dépôt de bilan, la CGT préconise le maintien de la SNAV dans le groupe Renault. Une des banderoles CGT indique d'ailleurs : «Vivre avec Re-

nault ou crever avec Fauvet Girel!». Quant à la CFDT, elle déclare qu'il n'appartient pas aux travailleurs de la SNAV de choisir leur exploitateur et surtout qu'il n'y a pas plus de garantie d'emploi avec Renault qu'avec la société wagonnière du Nord-Pas-de-Calais Fauvet Girel. D'ailleurs sans regarder du côté de Berliet RVI (Renault Véhicules Industriels) avec les 955 licenciements déguisés, il faut bien reconnaître que Renault ne s'est pas gêné pour brader le secteur EPG et licencier 140 travailleurs en accord total avec les décisions prises en mars par le ministère de l'Économie.

Quoi qu'il en soit, les travailleurs de la SNAV ont engagé la lutte contre les plans de chômage des patrons et de l'État. Cela a une extrême importance tant à Lyon que sur tout le département. Le soutien à cette lutte doit se développer dans les jours qui viennent.

Corr. LYON



## ● Provocations armées à la frontière chinoise

Selon l'agence Chine nouvelle, des incidents armés ont été provoqués en divers points de la frontière. L'un des plus importants a eu lieu dans la province de Guangxi où 200 militaires vietnamiens ont franchi la frontière et attaqué des patrouilles de garde-frontière. La milice populaire les a repoussés. Des tirs fréquents ont lieu dans cette zone dont la population chinoise est la cible. D'autre part à la frontière du Yunnan, le 14 janvier également, des unités vietnamiennes stationnées à Lao Cai ont multiplié les tirs d'armes automatiques et même de mortier. Une petite unité a pénétré en territoire chinois le même jour.

## ● Message de Hua Kuo-feng au Conseil national palestinien

«Je saisis cette occasion pour réaffirmer que le gouvernement et le peuple chinois soutiennent indéfectiblement la juste lutte du peuple palestinien et des autres peuples arabes pour rentrer en possession des droits nationaux et des territoires perdus, condamnent avec force la politique d'agression et d'expansion des Sionistes israéliens et s'opposent fermement aux superpuissances qui, dans leur lutte pour les ressources naturelles et les positions d'importance stratégique, interviennent sans retenue dans les affaires intérieures des pays du Moyen-Orient, de la mer Rouge et du Golfe, fomentent des guerres et des troubles, sabotent l'unité des pays et des peuples arabes et islamiques» écrit dans un message adressé le 14 janvier au Conseil national palestinien le Premier ministre chinois Hua Kuo-feng.

## ● La radio yougoslave dénonce les mensonges de TASS

En réplique à une attaque de TASS contre les démarches accomplies par le représentant yougoslave à l'ONU, la radio de Zagreb a déclaré que la position yougoslave «était franche et ouverte... «La Yougoslavie a toujours estimé que nul n'a le droit de changer un gouvernement ou un système social dont il n'est pas content par la violence et l'agression, sous quel

prétexte que ce soit». Cependant TASS l'agence de presse officielle de l'Union soviétique a justifié et soutenu la violence et l'agression... «Un grand pays au nom du «socialisme et de l'internationalisme prolétarien» a occupé un petit Etat... Cette action violente est incompatible avec le socialisme et n'est certainement pas bien accueillie par les autres peuples. Mais la politique de violence coûte en général cher, car les peuples qui ont été privés de leur liberté par la violence ont le droit de regagner leur liberté par la violence».

## ● Zaïre - France : Giscard augmente sa mise

Mobutu a regagné son pays mardi après une visite très discrète en France. Il devait cependant obtenir que le gouvernement français augmente sa contribution de 15 millions de francs à 35 millions de francs, dans le fond de 90 millions de francs que les Occidentaux ont décidé de procurer au gouvernement zaïrois. Les autres partenaires de la France, notamment les USA et la Belgique paraissent faire traîner les choses en longueur pour verser leur quote-part parce qu'ils sont plus enclins que Giscard à trouver un remplaçant au général. La chose serait passée presque inaperçue si un homme d'affaires belge n'avait eu l'indélicatesse d'utiliser l'ascenseur réservé à Mobutu à l'hôtel Georges V. Les gardes du corps firent payer l'importun en le rouant de coups sous les yeux du chef d'Etat. Par extraordinaire, la police française n'a pas élevé de protestation contre les exactions de ces «étrangers» en France.

### Rectificatif

Dans l'article, en page 5, de notre édition du 18 janvier, intitulé : «Dans les rues des villes d'Iran, la liesse de la victoire», une coquille a rendu incompréhensible les dernières lignes. Il fallait lire : «Khomeiny a affirmé que tous les membres se trouvaient actuellement en Iran» (et non pas en Éthiopie, comme il était écrit).

Le Quotidien du Peuple  
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19  
Crédit Lyonnais Agence ZU 470, compte N° 7713 J  
CCP N° 23 132 48 F - Paris  
Directeur de Publication : Y. Chevet  
Imprimé par IPCC - Paris  
Distribué par les NMPP  
Commission Paritaire : 56 942

## La centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine arrive...

Le projet de centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine avance à pas sûrs. Ce lundi, le préfet du département de l'Aube annonçait au conseil général de ce département que l'enquête d'utilité publique concernant le projet ouvrirait au début du mois prochain, et ce pendant deux mois.

Ainsi donc, le projet de Nogent est confirmé, entrant ainsi dans sa phase «constructive». L'expérience acquise sur les autres sites choisis par EDF pour y implanter des centrales nucléaires, nous laisse deviner d'ores et déjà les conclusions de ce qui est encore appelé hypocritement «enquête», de surcroît «d'utilité publique».

Conscients de l'hostilité croissante des populations face au programme électro nucléaire d'EDF et du pouvoir d'où leur sécurité est

exclue, le profit étant prioritaire, les membres du conseil général ont démagogiquement râlé contre la décision qui a été prise «sans tenir compte des populations concernées». Un bien maigre refus d'assentiment, soucieux qu'ils sont, nos élus, d'obtenir quelques retombées compensatoires qui pourraient être la mise au grand gabarit de la Seine dans cette région, travaux auquel EDF pourrait participer financièrement. Mais nos élus adoptent la même pratique qu'EDF, car il ne semble pas pour l'instant que la population de la région de Nogent soit disposée à accepter de si bon cœur une réalisation qui perturberait gravement le paysage et les méandres du fleuve. Un projet auquel les habitants se sentent aussi peu intéressés qu'à celui de la centrale.

ETAT D'URGENCE  
EN GRANDE-BRETAGNE

Le gouvernement travailliste a proclamé l'état d'urgence jeudi. C'est la réponse de James Callaghan aux travailleurs des transports qui, par leurs grèves, paralysent le pays. L'armée a été envoyée contre les grévistes.

PIERRE-BÉNITE (RHÔNE) :  
PCUK OCCUPE  
MERCREDI

Pour s'opposer à 80 licenciements, les travailleurs de PCUK à Pierre-Bénite ont occupé leur entreprise. Le directeur et le chef du personnel ont été «retenus» dans leurs bureaux.